

Reporters sans frontières

<http://www.rsf.org/honduras-nouvelles-menaces-contre-les-23-08-2012,43271.html>

Amériques - Honduras

Intensification des attaques

Nouvelles menaces contre les défenseurs des droits de l'Homme

23 août 2012

Selon un scénario qui tend à se banaliser, les menaces pleuvent au Honduras sur [les défenseurs des droits de l'Homme](#), les représentants des mouvements sociaux et les journalistes. Le 17 août, le collaborateur de [Radio Progreso](#), **Roberto García** ainsi que Cesar Alvarenga, tous deux activement impliqués dans la défense de l'environnement au Honduras, ont reçu des menaces en raison de leur engagement contre les projets d'exploitation minière dans la communauté d'Arizona, située à une trentaine de kilomètres de la ville de Tela (Nord).

Par ailleurs, dans ce contexte de pressions réitérées exercées sur les défenseurs des droits de l'Homme, l'avocate et activiste sociale Gloria Vásquez Pérez a, quant à elle, été la cible de menaces et victime de plusieurs agressions au cours des derniers mois.

Reporters sans frontières exprime sa vive inquiétude pour la sécurité de ces activistes et exhorte une fois de plus les autorités honduriennes à assurer leur protection. En raison du rôle majeur qu'elles jouent dans la diffusion de l'information, *Radio Progreso* et les radios communautaires font l'objet de [menaces constantes](#). Des dispositifs de sécurité doivent être mis en place pour protéger ces médias ainsi que les nombreuses personnes actuellement menacées, et assurer ainsi le droit à l'information et à la libre expression pour l'ensemble de la population. Pourtant, force est de constater que les autorités continuent de se montrer sourdes aux recommandations, même lorsque celles-ci sont préconisées par la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH).

Le 17 août 2012, plusieurs hommes armés se sont présentés à Arizona, dans les locaux de l'entreprise de transport routier dont César Alvarenga est propriétaire, et ont remis à son attention une lettre contenant des menaces, qui étaient adressées à lui ainsi qu'à Roberto García. Le texte exigeait qu'ils cessent de s'opposer au projet d'extraction minière, activement promu par les autorités municipales de Tela. Les "messagers" ont exhibé leurs armes pour intimider le personnel de l'entreprise.

García et Alvarenga avaient précédemment subi des pressions de la part d'hommes politiques locaux, pour qu'ils convainquent la population de la région, majoritairement réfractaire à l'exploitation minière dans la zone, d'accepter le projet. Roberto García avait alors révélé publiquement le nom des politiciens et entrepreneurs qui s'étaient livrés à ce chantage.

Par ailleurs, les intimidations contre Gloria Vasquez Pérez, avocate et défenseure des droits de l'Homme, continuent malgré la plainte déposée à la suite d'une agression survenue le 26 mai 2012 vers 21h00 près de chez elle. Ce jour là, un inconnu l'a étranglée, jetée à terre et a tenté de l'asphyxier, la laissant presque morte. La semaine dernière, alors qu'elle venait de monter dans un taxi qui semblait l'attendre, le conducteur et son passager l'ont menacée et ont ensuite fouillé son sac en lui disant : "On sait où tu travailles, où tu habites, ne nous regarde pas ou on te tue".

Depuis le [coup d'État de juin 2009](#), les attaques contre les représentants associatifs ou syndicaux, militants des mouvements sociaux, juristes, professeurs, universitaires ou encore [journalistes](#) sont constantes. L'impunité perdure dans la quasi totalité de ces affaires.

En revanche, la police se montre particulièrement diligente dans la répression des

revendications sociales. Ainsi, le 21 août 2012, l'intervention policière contre une manifestation de paysans de la [région l'Aguan](#), venus jusqu'à la capitale pour demander l'application d'une décision de justice concernant la restitution de terres –et révoquée ensuite sous la pression des grands propriétaires terriens – a causé une vingtaine de blessés et s'est soldée par l'arrestation de 27 personnes. Parmi eux, Antonio Trejo, avocat représentant des paysans, Carlos Ramón Navarro président de l'Association Nationale des Paysans du Honduras (ANACH), Johnny Rivas et Vitalino Álvarez, respectivement secrétaire général et porte parole du Mouvement Unifié des paysans de l'Aguan (MUCA). Les menaces dont ce dernier avait été l'objet avaient été signalées par Reporters sans frontières, il y a quelques mois.
